

La Suisse est un des pays les plus innovants au niveau mondial

Un franc sur deux dans la santé

Si la Suisse se trouve en tête des classements internationaux en innovation, c'est grâce au domaine de la santé. Afin de maintenir cet avantage compétitif, ce cluster très diversifié a besoin de conditions-cadres orientées vers l'avenir.



Xavier Comtesse,
Directeur romand, Avenir Suisse

La Suisse est un des pays les plus innovants au niveau mondial. En effet, en tête des classements internationaux en innovation depuis quelques années, la Suisse a mieux réussi que beaucoup d'autres pays dans cette quête de performance cruciale pour la compétitivité du pays. Comment en est-elle arrivée là? Dans la plupart des pays, la Silicon Valley sert de modèle d'innovation – sauf en Suisse: le succès du modèle suisse ne se fonde pas sur un nombre invraisemblable d'entreprises start-up, ni sur un marché de l'IPO avec une véritable industrie du capital-risque, de l'argent facile ou encore les technologies de l'information et de la communication (TIC). La force de l'innovation suisse repose sur le secteur de la santé au sens large. La médecine, la pharmacologie, la biotechnologie, le «medtech» (ou «medical device»), la nutrition et l'hygiène retiennent en Suisse une grosse part des investissements en recherche et développement. En effet, près de 50% de l'argent public et privé conflue dans ce secteur. De surcroît, le domaine de la santé est aussi le champion de l'innovation suisse en termes de brevets déposés.

Dès lors, comment la Suisse peut-elle maintenir cet avantage compétitif aussi à l'avenir? Le document de travail «La santé de l'innovation suisse» avance trois propositions:

Une incitation fiscale à l'innovation

Le système fiscal suisse ne prévoit pas explicitement d'encouragements destinés aux entreprises qui font de la R&D. La solution la plus simple reste le crédit d'impôt pour l'innovation qui consisterait, selon différentes modes, dans l'allègement de la charge d'impôts pour les

entreprises concernant leurs engagements et leurs dépenses pour l'innovation. De nombreux grands pays (États-Unis, Canada, Angleterre, Espagne et France) ont déjà mis en place un tel instrument. Il ne s'agit cependant pas d'encourager tel ou tel secteur par cet outil mais de créer plutôt une émulation à long terme pour l'innovation. Ce dispositif doit donner aux entreprises, notamment aux PME, plus de liberté de manoeuvre face aux processus d'innovation. Le principe des R&D «Tax Credits» doit s'inscrire en coordination avec l'ensemble de nos propositions.

Comparaison Silicon Valley – Suisse

Une comparaison rapide des deux modèles d'innovation permet de relever les différences et les points communs. Un élément californien, essentiel, fait défaut en Suisse: celui du capital-risque. En résulte qu'en Suisse, les innovations, les dépôts de brevets et la création d'emplois sont générés par des acteurs déjà affirmés dans le marché de la santé.

	Modèle Silicon Valley	Modèle Suisse
Population	The Bay, env. 8 Mio. (Silicon Valley, env. 2 Mio.)	Env. 8 Mio.
PIB/habitant	42'000 \$	52'000 \$
Universités prestigieuses	Stanford Berkeley San Francisco	ETHZ EPFL UNIZ
Transferts technologiques/ Parcs scientifiques	Oui	Oui
Domaine/écosystème	TIC (matériel, logiciels, Internet)	Santé (médecine, pharma, medtech, nutrition)
Création de start-up	Très élevé	Élevé
Création d'emplois via les entreprises start-up	Très élevé	Très moyen
Capital-risque	Très élevé	Faible
IPO	Très élevé	Très faible

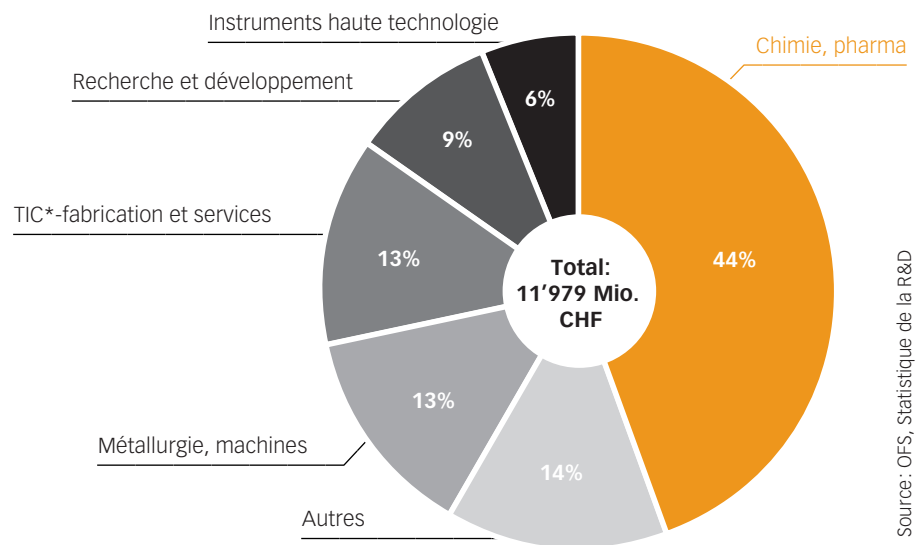
Source: Avenir Suisse

Une répartition des tâches entre privé et public

La Suisse manque d'innovations de rupture, c'est à dire des innovations majeures dues à un progrès technique ou scientifique qui font progresser l'économie et la société tout entière. Ces projets, très prometteurs en termes d'emplois et de croissance, sont généralement très coûteux et risqués. Il est donc essentiel de faire porter davantage le risque de l'innovation de rupture par l'État. Il ne s'agit pas d'investir en capital-risque, ni dans des parcs technologiques ou scientifiques, mais bien de subventionner en priorité les projets d'innovation de rupture. La Confédération à travers son principal organisme, la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI), a tendance à soutenir des projets d'innovation incrémentale peu risqués et faciles à mettre en oeuvre. Ces derniers devraient cependant être l'apanage des entreprises et ne devraient donc pas bénéficier du soutien des pouvoirs publics. Tout au contraire, l'innovation de rupture à l'image de la recherche fondamentale devrait être largement l'affaire des pouvoirs publics. Une telle répartition des tâches autoriserait trois orientations.

Dépenses d'innovation par branches économiques

Les investissements privés de R&D aboutissent pour la plupart dans le secteur de la santé (chimie, pharma, biotechnologie, alicaments, hygiène, etc.)



*TIC: technologies de l'information et de la communication

Source: OFS, Statistique de la R&D



L'utilisation de nos boîtes d'élimination des objets pointus et coupants vous donne la garantie d'une élimination des déchets dans le respect des règles d'usage en la matière.

www.semadeni.com

Semadeni AG | CH-3072 Ostermundigen | Tel. +41 31 930 18 18
 info@semadeni.com | www.semadeni.com

Politique de santé

1. Chacun serait à sa place dans sa fonction première.
2. La Suisse dans son ensemble bénéficierait de plus de projets innovants et créatifs.
3. La commercialisation des nouveautés serait d'abord confiée aux réseaux d'entreprises existants.

Vers une stratégie de «spillover»

Le nombre de grands acteurs dans le domaine de la santé affluant vers un tout petit territoire comme la Suisse devrait inciter les pouvoirs publics à créer des synergies, plutôt qu'à lancer des initiatives inappropriées comme les parcs scientifiques. La Suisse est un territoire de synergies, de convergence et d'affluence des acteurs de la santé. La proximité de ces acteurs (venant d'horizons si différents) devrait faciliter des effets de «spillover» et entraîner des secteurs proches dans son sillage. Nous devrions profiter davantage de la convergence historique entre life sciences, médecine, pharma, hygiène, etc. pour créer des passerelles de l'innovation horizontale entre secteurs économiques proches. Cela devrait passer par une nouvelle définition de la santé mais aussi jouer sur des instruments de convergence tels les programmes intégrateurs comme ceux qui se profilent dans la nano, le cerveau (Human Brain Project), «l'additive manufacturing». La Suisse



La Suisse est un territoire de synergies, de convergence et d'affluence des acteurs de la santé.

est une plateforme idéale de «spillover» dans le domaine de la santé.

Une machine à créer de l'emploi

Si l'on considère l'évolution des chiffres de l'emploi en Suisse lors de ces vingt dernières années (1993–2013) on est surpris de l'importance que prend le domaine de la santé comme créateur d'emploi. En effet, si en 1993 il y avait 3,66 millions d'emplois (plein temps et temps partiel) en Suisse, les données de l'Office fédéral de la statistique (OFS) montraient le chiffre de 4,19 au troisième trimestre 2013 pour le nombre total d'emplois en Suisse, soit une progression d'environ 600'000 emplois en vingt ans. C'est beau-

coup lorsque l'on connaît les difficultés d'autres pays dans le marché du travail, notamment de nos grands voisins.

Dans le domaine de la santé au sens large (incluant la pharma, le medtech, la médecine, la biotechnologie, l'hygiène, les alicaments, la bio-informatique) les chiffres montrent une progression d'environ 300'000 emplois en vingt ans pour atteindre la somme actuelle d'environ 650'000 emplois. C'est énorme. C'est le secteur qui a créé le plus d'emploi de tous les secteurs économiques pendant cette période. Une grande partie de ces nouveaux postes de travail vient du secteur public, mais pas seulement. À la fois la pharma et le medtech se sont beaucoup développés en Suisse lors de ces deux dernières décennies pour plus que doubler leurs effectifs – passant ainsi d'environ 40'000 postes de travail à 85'000 pendant la période considérée.

Ces chiffres du marché du travail confirment pleinement le choix de l'innovation suisse qui s'oriente vers le secteur de la santé. Les résultats de l'étude d'Avenir Suisse sur l'innovation en Suisse, sortie en novembre 2013, montraient qu'un franc sur deux dépensés en R&D allait vers la santé au sens large. La logique économique qui veut que les investissements en innovation aboutissent un jour en création d'emplois est pleinement respectée ici. Et c'est tant mieux pour la Suisse. Car la santé est un secteur d'avenir économiquement prometteur, avec la montée en force de la technologie et le vieillissement de la population. On peut désormais dire que la Suisse est une sorte de «Silicon Valley de la Santé@Large».

Informations complémentaires

Avenir Suisse
47, route des Acacias
1227 Acacias/Genève
info@avenir-suisse.ch
www.avenir-suisse.ch

Propositions pour maintenir la force d'innovation

Le nouveau document de travail contient des propositions pour un renforcement durable du modèle de l'innovation suisse. Dans le tableau, les + et les – indiquent si le public ou le privé doit faire plus ou moins d'effort dans les secteurs indiqués. Cela ne veut pas dire qu'il faille tout arrêter, mais montre plutôt vers quelle tendance l'effort doit se porter pour améliorer et renforcer le modèle de l'innovation suisse.

Renforcement du modèle	Public	Privé
1. Innovation incrémentale	–	+
2. Innovation de rupture	+	–
3. Start-up	–	+
4. Crédit fiscal R&D	n. a.	+
5. Fast Line	+	+
6. Spillover santé	+	+
7. Action programmatique État	–	n. a.

n. a. = non applicable + = augmenter – = diminuer ~ = équivalent

Source: Avenir Suisse